

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Acheteur

Ministère des Armées

Représentant de l'acheteur (RA)

Le directeur du Service National d'Ingénierie Aéroportuaire

Opération

VLL_EH | AMOE - Constructions des nouvelles installations de l'EH PARISIS sur la BA107 de Villacoublay (78)

Objet de la consultation

Mission d'Assistance à la Maîtrise d'Œuvre (AMOE)

Remise des offres

Date et heure limites de réception : 30 juillet à 12 h 00 (heure de Paris)

Il est porté à l'attention des candidats qu'une partie des pièces du dossier de consultation ne pourra être transmise suite à la réception de l'engagement de non-divulgateion selon les modalités définies à l'article 3.1 du présent de règlementation de circulation.

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.1 – Contexte de la prestation	3
1.2 – Objectif de la prestation	3
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
2-1. Définition de la procédure	3
2-2. Décomposition en tranches et en lots	3
2-3. Nature de l'attributaire	4
2-4. Variantes.....	4
2-5. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	4
2-6. Cadre de la négociation.....	4
2-7. Délai de réalisation.....	4
2-8. Modifications de détail au dossier de consultation	4
2-9. Délai de validité des offres	5
2-10. Propriété intellectuelle.....	5
2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense	5
2-12. Clauses sociales et environnementales	5
ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	5
ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - EXAMEN DES OFFRES	10
4-1. Sélection des candidatures	11
4-2. Examen des offres	11
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE	13
5-1. Offre remise par échange électronique	13
5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique	14
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	15
ARTICLE 7. PROCÉDURES DE RECOURS	15

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 – Contexte de la prestation

L'opération consiste à la construction des nouvelles infrastructures utilisées par l'Escadron EH PARISIS sur la Base Aérienne 107 de Villacoublay (78).

L'opération prévoit, entre autres, la construction de bâtiments de bureaux, de hangars de maintenance, stockage et stationnement et la construction de nouvelles aires aéronautiques.

1.2 – Objectif de la prestation

Les prestations attendues concernent une mission d'assistance à la maîtrise d'œuvre structure dans le cadre de l'opération présentée précédemment.

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant :

*SNIA,
82 rue des Pyrénées
75020 Paris*

Des visites peuvent avoir lieu sur le lieu des futurs travaux sur la Base Aérienne 107 de Villacoublay (78).

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure **de l'appel d'offres ouvert** définie aux articles L.2124-1 et R.2124-2 à R.2123-2 du CCP.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le marché est alloti, la consultation porte sur 4 lots désignés ci-après :

Désignation des lots	
Lot 1	AMOE Structure
Lot 2	AMOE Thermique

2-3. Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec une entreprise unique.
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, l'acheteur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation de l'acheteur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

2-4. Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

2-5. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Sans objet.

2-6. Cadre de la négociation

Aucune négociation n'est prévue par le pouvoir adjudicateur.

2-7. Délai de réalisation

Le délai d'exécution du marché est fixé dans l'acte d'engagement à l'article 3. Les délais d'exécution des différentes missions sont fixés dans le CCAP à l'article 4-1.

2-8. Modifications de détail au dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-9. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-10. Propriété intellectuelle

Le CCAG PI est applicable.

2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

2-12. Clauses sociales et environnementales

S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Sans objet.

S'agissant de la clause environnementale

Sans objet.

ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement sur la Plateforme des Achats de l'État à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr> sous la référence SNIA_PAIGPN_AOO_25-002

En raison de la sensibilité des informations relatives à l'opération, il est fait recours aux articles R2132-5 et 12 permettant un accès différencié à certaines pièces du dossier de consultation qui ne sont pas publiés sur la plate-forme.

L'accès aux documents concernés sera permis dans les conditions suivantes :

- Les opérateurs électroniques transmettent par courrier électronique l'engagement de confidentialité fourni dans le dossier de consultation complété, daté et signé aux adresses suivantes :
 - Bilel.hammadi@aviation-civile.gouv.fr
 - SNIA-BF MGP Nord <snia-mgp-nord-bf@aviation-civile.gouv.fr>

L'objet du courrier électronique à indiquer :

[SNIA_PAIGPN_AOO_25-001] LOT Y : - Accès aux éléments restreints de la consultation

Le candidat veillera à bien préciser le numéro du lot concerné par sa demande.

Le courrier électronique précisera l'identité et la qualité de l'expéditeur.

- À la réception de l'engagement de non-divulgence, les documents de consultation non publiés seront transmis par un envoi électronique France Transfert adressé à l'expéditeur ou PLACE.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation de l'acheteur.

Toutefois cette dernière se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3-1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le présent règlement de consultation (RC) ;
- **Pour chaque lot**, L'acte d'engagement (AE) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- **Pour chaque lot**, le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- La DPGF ;
- Un engagement de non-divulgaration à retransmettre à l'acheteur ;
- Les documents suivants, utiles à la compréhension du projet, transmis après retour de l'engagement de non-divulgaration :
 - Extrait du programme de l'opération ;
 - Macro-Planning de l'opération ;
 - Mission G1 ;
 - Extrait du mémoire d'esquisse
 - Modèle de DC4

3-2. Composition de l'offre à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

Dans un sous-dossier « Candidature » :

- **Un sommaire du dossier de candidature qui indiquera les pièces et documents décrits ci-dessous.**
- **Une lettre de candidature composée des pièces suivantes :**
 - Si le candidat n'utilise pas DUME :
 - les formulaire DC1 & DC2 dûment complétés et signé. Ce formulaire est téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr. En cas de groupement il est fourni un DC2 par cotraitant. Les annexes demandées au DC2 sont fournies le cas échéant ;
 - Si le candidat utilise DUME :
 - le candidat fournira les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2142-2 du CCP en complétant le DUME rédigé en français ;
 - le pouvoir du signataire pour engager l'entreprise (établi par tout moyen, notamment un extrait k-bis et/ou des délégations internes à l'entreprise) ;

** Les candidats entrant dans le cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus;*

** Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP pourront être exclus;*

- **Les documents liés à la capacité économique et financière du candidat :**

- Si le candidat n'utilise pas DUME
 - Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
 - Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation conforme à l'article A 243-2 et suivants du code des assurances.
 - Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le maître d'ouvrage.
- Si le candidat utilise DUME :
 - Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP en complétant le DUME rédigé en français avec :
 - Le chiffre d'affaires annuel sur les trois derniers exercices (partie IV B 1a)
 - Le chiffre d'affaires annuel sur les trois derniers exercices dans le domaine d'activités couvert par le marché (partie IV B 2a).

- **Les documents liés aux références professionnelles et capacités techniques**

- Le prestataire devra fournir les certificats de qualification OPQIBI professionnelle suivant ou équivalent :
 - 1202 : Etudes de structure béton courantes
 - 1204 : Etudes des structures métalliques courantes
 - 1206 : Etudes des structures bois courantes

L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment de la personne identifiée pour réaliser la présente mission.

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

- Les références pour des prestations de nature similaire sur les trois derniers exercices appuyés de certificats de capacité si disponibles.
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des 3 dernières années ;

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et

financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci à remettre avec l'offre.

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

Dans un sous-dossier « Offre » :

- **Un projet de marché comprenant :**

- L'acte d'engagement cadre ci-joint à compléter par le(s) représentant(s) habilité(s) du prestataire ;

Dans le cas **d'un groupement conjoint**, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants.

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant du formulaire d'acte de sous-traitance du Service National d'Ingénierie Aéroportuaire fourni dans le DCE complété à raison d'un par sous-traitant. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte de l'engagement.

- La décomposition du prix forfaitaire : cadre ci-joint à compléter ; La DPGF sera transmis en format .pdf et .xls

Dans le cas d'un groupement conjoint, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils pourront s'inspirer du cadre de la composition du prix global forfaitaire.

- **Un volet technique et organisation générale du candidat**

Au projet de marché sera joint le mémoire justificatif et explicatif. En cas de groupement, le mandataire et ses co-traitants devront, de préférence, constituer un mémoire commun. Le mémoire comportera les documents suivants :

- Un mémoire technique **argumenté, hiérarchisé et présenté selon la trame des sous-critère de la valeur technique, présentés au tableau « Critère d'attribution » de l'article 4.2 ci-après**. Le mémoire explicitera clairement les principales mesures et l'organisation prévues pour assurer la mission pour **l'ensemble des phases du projet (Conception / Contractualisation / Réalisation / GPA)**. La note détaillera notamment l'organisation du dialogue et des échanges avec les équipes du maître d'œuvre, les moyens humains et techniques.
Ce mémoire n'excèdera pas 30 pages.
- La liste des connaissances antérieures que le candidat compte utiliser dans le cadre de

l'exécution du présent marché ;

3-1.3. Fourniture de maquettes ou de prototypes

Sans objet.

3-1.4. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP
- Les certificats fiscaux et sociaux
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail
- Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion ; lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés
- L'acte d'engagement constituant le marché daté et signé conformément à l'article 5-1 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'/des entreprise(s)
- Un RIB
- Une déclaration sur l'honneur précisant qu'il n'entre pas dans l'un des cas d'interdiction d'attribution d'un marché public en vertu de l'article 23 du RÈGLEMENT (UE) 2022/576 DU CONSEIL du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) no 833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine.

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-9.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

L'attributaire devra indiquer l'adresse à laquelle lui seront faites les notifications, dès lors qu'elle serait différente de celle portée à l'article premier de l'acte d'engagement et ce avant la notification du marché. A défaut d'une telle indication, toutes les notifications seront valablement effectuées à celle de l'acte d'engagement.

ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - EXAMEN DES OFFRES

L'acheteur commencera par analyser les candidatures avant d'examiner les offres.

4-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures, celles qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP sont éliminées par l'acheteur.

En cas de candidatures incomplètes, l'acheteur pourra demander aux candidats concernés de compléter celles-ci.

4-2. Examen des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après classement des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par l'acheteur.

Les critères d'attribution du marché seront pondérés comme suit :

Critère d'attribution	Pondération
La valeur technique appréciée au regard des notices et documents explicatifs	60 %
Le prix des prestations au vu de l'acte d'engagement	40 %

Pour l'analyse des offres, le seul montant faisant foi est le montant total en lettres en € TTC figurant dans l'acte d'engagement.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier la décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Les notes sont attribuées de la façon suivante :

4-2.1 Appréciation de la valeur technique » (noté sur 60) :

La répartition des points se fait de la manière suivante :

SC1 : Pour chaque phase du projet : qualité des méthodes employées pour l'exécution de sa mission dont l'organisation et la démarche de travail, la composition et les rôles de l'équipe projet.	35 points
SC2 : Compréhension du projet et qualité des références transmises par le candidat et en adéquation avec la mission.	15 points
SC3 : La proposition de temps d'intervention en adéquation avec les compétences et les moyens mis sur ce projet pour réaliser les missions indiquées à l'article 4 du CCTP.	10 points

NB : si l'offre ne comporte aucun des éléments relatifs à l'appréciation de l'un des sous-critères énumérés ci-dessus, elle sera déclarée irrégulière et traitée selon les modalités décrites aux articles R2152-1 et 2 du CCP susmentionné.

Le candidat sera attentif aux attendus techniques précis de chaque lot détaillés dans le CCTP.

4-2.2 Appréciation du critère « Prix des prestations » (noté sur 40) :

Pour l'analyse de ce critère il sera regardé la proposition financière remise par le candidat dans l'acte d'engagement.

L'offre de prix la moins élevée recevra la note maximale de 40. Les autres offres se verront attribuer leurs notes selon la formule suivante :

$$\text{Note} = \frac{\text{Valeur de l'offre la moins élevée} \times 40}{\text{Valeur de l'offre notée}}$$

4-2.3 Note finale :

Une fois les notes des 2 critères obtenues, leur somme permet d'obtenir la note totale de chaque candidat, et ainsi d'établir un classement des offres.

Lors de l'examen des offres, l'acheteur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par l'acheteur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

L'acheteur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

La remise des offres se fera exclusivement par voie électronique.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le représentant de l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent à l'acheteur.

La copie de sauvegarde, prévue à l'article R.2132-11 du CCP, doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible "copie de sauvegarde".

5-1. Offre remise par échange électronique

La remise d'une offre par voie électronique se fera via la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>).

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence SNIA_PAI-GPN_MAPA_25-001

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, pptx, doc, docx, xls,xlsx, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.
- Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par l'acheteur ne feront pas l'objet d'une réparation. La trace de malveillance sera conservée. Le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique

5-2-1 Remise de la copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible « copie de sauvegarde ».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté :

L'enveloppe portera l'adresse et mentions suivantes :

MTE / DGAC / SG / Service National d'Ingénierie Aéroportuaire
SNIA Nord
82, rue des Pyrénées
75970 PARIS Cedex 20

Copie de sauvegarde pour : VLL_EH_ Lot Y :Mission d'assistance à la maîtrise d'œuvre structure

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat (*) :

« NE PAS OUVRIR »

(*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet"), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

5-2-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions de précisées à l'art 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les candidats devront utiliser exclusivement les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation PLACE (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence : SNIA_PAIGPN_AOO_25-001 ils recevront en retour une réponse par voie électronique par l'intermédiaire de cette plate-forme.

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre **administratif** et/ou **technique** qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leurs demandes au plus tard **10 jours avant la date limite de remise des offres**.

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres.

ARTICLE 7. PROCÉDURES DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus :

Tribunal administratif de Versailles
56, avenue de Saint Cloud
78011 Versailles
tél. 01 44 59 44 00
Télécopieur : 01 44 59 46 46
Adresse internet : greffe.ta-paris@juradm.fr

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.